

# CSQ

6

Boîte aux lettres

8

Grève de l'Alliance en 2001  
Petite histoire d'un recours  
fort peu collectif

10

Vaste consultation sur  
un service éducatif en  
constante évolution

11

Bibliothécaire, un service  
professionnel essentiel, mais  
en voie de disparition

12

Un grand rendez-vous  
démocratique

14

Mon école publique  
n'est pas un numéro !

15

Coude à coude et  
sans relâche

19

Tous ensemble,  
protégeons l'école

22

Protéger le bien public  
Télé-Québec

23

Faillite de 60 écoles  
à charte en Californie

24

Une démission sociale  
envers l'adolescence  
difficile

25

Clinique d'urgence privée  
Des hommes d'affaires  
en sarrau

26

Forum sur la relève  
syndicale et militante :  
défi relevé !

27

L'éducation citoyenne,  
pour des citoyens éclairés

28

La relève syndicale à  
la FEC... on s'en occupe !

29

Nouvelle entente pour  
le régime d'assurance-  
emploi

32

Pour une politique de  
lutte à l'homophobie  
en milieu scolaire

33

Ma rue verte, pour  
contribuer à préserver  
la planète !

37

Les impunités de  
la photocopieuse

38

Ressources

## Éditorial



MARTINE DOYON

### Au-delà du mensonge, c'est l'État qu'on estropie

**Réjean Parent**  
Président de la CSQ

Conscient que son approche fougueuse et sans vergogne ne recueillait pas l'assentiment populaire, le gouvernement libéral s'est mis en mode communication depuis le printemps dernier, après avoir constaté l'impact de ses frasques

de l'automne sur sa popularité. S'inspirant de la maxime de Voltaire, « Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose », la stratégie gouvernementale dramatise la situation des finances publiques et des changements démographiques pour justifier sa réingénierie de l'État.

La CSQ, comme bien d'autres composantes du Réseau de vigilance, est loin d'être dupe de cette mascarade gouvernementale qui voudrait nous faire croire que le Québec est en faillite et que le déclin démographique est un choc qui nous précipitera vers l'abîme. Nous étions des centaines à l'extérieur du Forum des générations pour dire à ce gouvernement que ses prétextes servant à justifier un désengagement de l'État de certains services publics sont loin de nous convaincre. Nous ne le laisserons pas céder nos acquis sociaux aux entrepreneurs privés.

Quant au projet de loi n° 61, la loi créant l'Agence sur les partenariats public-privé (PPP), nous avons continué de porter notre message devant la Commission des finances publiques et la présidente du Conseil du trésor. Ces partenariats sont loin d'avoir démontré leur efficacité ailleurs dans le monde et constituent, en quelque sorte, une subtile forme de sous-traitance, quand ce n'est pas une concession ou purement une privatisation. Comme ces PPP nécessiteraient de dégager une marge de profits pour récompenser l'entrepreneuriat de grandes multinationales, il y a fort à parier que ces profits se construiront sur des tarifications à la hausse et sur la détérioration des conditions de travail des employées et employés de tous les secteurs.

Nous ne voulons pas de ce détournement de l'impôt public vers des intérêts privés ! Nous ne voulons pas d'un Québec qui soit de plus en plus profitable à une minorité d'entreprises au détriment du bien-être collectif ! Nous abhorrons le discours sur l'assouplissement de nos conventions collectives qui sert à dissimuler les intentions de transfert d'emplois et de sous-traitance ! Nous exigeons le maintien du bien commun sous le contrôle des institutions démocratiques !

Ce sera une dure lutte parce que nous sommes attaqués sur tous les fronts, tant comme travailleuses ou travailleurs que comme citoyennes ou citoyens, mais notre solidarité viendra à bout de ce gouvernement qui veut nous dépouiller de notre patrimoine public.

